

GREPACEC



CARSOC

**INSTITUT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ
CONGOLAISE (IRSC)**

Projet PPRN - Politiques Publiques pour la Reconstruction Nationale

STRATÉGIE D'URGENCE DE RELANCE SOCIO-ECONOMIQUE APRÈS LES ÉLECTIONS DE 2023

Réduire le chômage et soulager la pauvreté de masse, relancer la production agro-alimentaire, réhabiliter les infrastructures essentielles et lancer les réformes socio-institutionnelles.

Stratégie pertinente pour la consolidation de la paix à l'est du pays après les conflits actuels (DDRSC)

Document Synthèse

= Mars 2023 =

Contenu

Introduction	3
Brève présentation du Projet PPRN	4
Contexte de la Stratégie	5
Énoncé de la stratégie	5
Composantes de la stratégie	9
Financement de la stratégie	11
Conclusion	11

Contact:

Dr. Ndungo VK (Ph.D., MBA)

Directeur IRSC

dr.ndungo.vk@gmail.com

+1 514 970 8392 (Tél. - WhatsApp)

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays sous-continent d'Afrique centrale et un scandale géologique en termes de ressources naturelles de toutes sortes. D'une superficie de 2.345.000 Km² et une population dépassant les 100 millions d'habitants, c'est néanmoins un pays dont le budget national a oscillé durant la dernière décennie autour de 10 milliards \$US annuellement. Cette population vit dans un État en faillite où persistent des conflits armés et l'insécurité depuis au moins un quart de siècle. Il en résulte une misère indescriptible pour les ménages, qui contraste avec l'opulence d'une classe dirigeante en quête permanente de conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel.

A travers les élections générales programmées à la fin de cette année 2023, le peuple congolais a l'opportunité d'influencer la qualité de la gouvernance publique qui déterminera son bien-être à court, moyen et long terme.

Le soulagement du chômage et de la pauvreté de masse, les réformes socio-institutionnelles minimales pour réorienter les priorités éducationnelles et rendre la bureaucratie étatique tant soit peu fonctionnelle, tout comme la relance de la production agro-alimentaire et la réhabilitation des infrastructures essentielles, telles sont des actions urgentes à réaliser pour réduire, après les élections de 2023, la misère humaine multiforme et les dysfonctionnements endémiques des administrations publiques congolaises. En effet, l'état des lieux socio-économiques désastreux de la RDC et la déliquescence avancée de son administration publique ne font l'ombre d'aucun doute. Ces actions constituent en outre des préalables à toute stratégie de développement national par la suite.

Dans leur grande majorité, les partis politiques congolais n'ont guère de programme de gouvernement, au-delà d'expressions d'intentions générales de ce qu'ils comptent réaliser une fois au pouvoir. La présente stratégie de relance socio-économique d'urgence est conçue pour aider le parti politique qui l'adopte, non seulement d'être prêt à poser des actes concrets dans ce domaine dès le premier jour de son pouvoir, mais

aussi et surtout à disposer d'un programme pertinent pour convaincre les électeurs à lui accorder les votes qui le porteront au pouvoir.

I. BRÈVE PRÉSENTATION DU PROJET PPRN ET IRSC

Ce document est rédigé dans le cadre du projet PPRN - Politiques Publiques de Reconstruction Nationale – de l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC).

Le projet PPRN - Politiques Publiques de Reconstruction Nationale - vise à proposer aux acteurs politiques (notamment les dirigeants, mais aussi aux aspirants dirigeants ayant le potentiel d'accéder au pouvoir à brève échéance) des stratégies générales et sectorielles adéquates de reconstruction institutionnelle et socio-économique de la R.D. Congo.

Le Projet PPRN est l'un des trois projets d'intervention mis en œuvre par l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC) visant à contribuer à la réingénierie de la R.D. Congo (www.changecongodc.org). Celui-ci est un programme porté conjointement par le Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) et le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile en R.D. Congo (CARSOC). Il remplace le Programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la Société Civile Congolaise (www.changecongo.org) lancé en juin 2022. Ce changement vise à tenir compte du fait que les objectifs et les activités assignés à ce dernier s'inscrivent dans un contexte et une durée qui dépassent le seul cadre de ces élections.

Les deux autres projets d'intervention visant la réingénierie de la société congolaise sont:

1. Le projet MRSC - Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile, en charge des actions visant à reconstruire une société civile militante pour construire la démocratie et la bonne gouvernance.
2. Le projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique, en charge des actions visant à générer une dynamique pour le renouvellement de la classe politique congolaise.

L'IRSC va également déployer des projets de recherches qui visent la compréhension de diverses réalités courantes de la société congolaise, ainsi que celles du passé qui continuent à impacter cette dernière.

II. CONTEXTE DE LA STRATÉGIE

En RDC, la qualification ou l'employabilité de la main d'œuvre se trouve aujourd'hui être le problème crucial auquel le pays va se confronter pour mettre en œuvre toute politique publique de reconstruction économique et sociale. Malgré la croissance démographique importante (plus de 100 millions d'habitants actuellement) et la jeunesse de sa population (60% a moins de 25 ans et 33% a entre 25 et 55 ans), la grande majorité de cette dernière est sans qualifications réelles. Pour la minorité qui atteint la diplomation (écoles secondaires, supérieures/universitaires ou professionnelles), la détérioration aggravée du système éducatif amène la production des diplômés majoritairement sans compétences effectives. Par ailleurs, l'absence d'encadrements extra-scolaires, le délitement généralisé des mœurs qui reflète celles de l'élite politique (notamment en milieux urbains où vivent 45% de la population) ainsi que la rémunération dérisoire des travailleurs ont pour leur part conduit à un problème généralisé d'indiscipline et de dévalorisation de l'assiduité au travail.

D'un autre côté, la RDC fait face à plusieurs dizaines de groupes armés (environs 150), majoritairement à l'Est du pays où ils entretiennent une insécurité endémique. Ces groupes sont devenus l'exutoire principal des enfants, jeunes et adultes sans qualifications professionnelles et désœuvrés.

A ce titre, à l'issue des élections de 2023, l'employabilité de la masse populaire devrait figurer au sommet des priorités des nouveaux gouvernants dès leur arrivée au pouvoir afin de se donner les moyens d'exécuter des politiques publiques de reconstruction sociale, économique et institutionnelle dans la suite du mandat. Il va sans dire que cette reconstruction devra faire l'objet des politiques publiques pertinentes, dont la mise en œuvre pourrait amener le pays à faire des bonds quantitatifs et qualitatifs significatifs sur la voie de son développement.

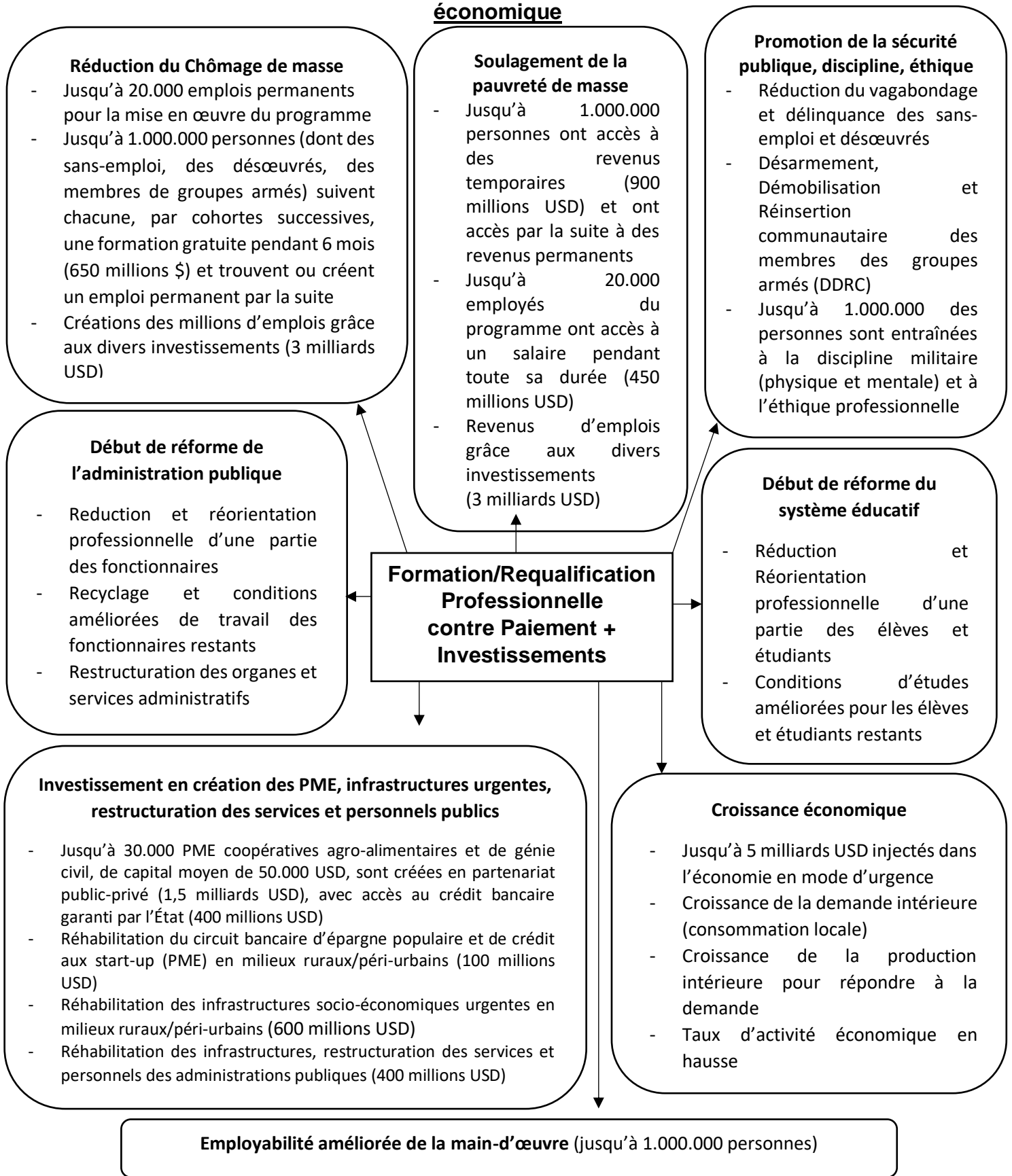
III. ÉNONCÉ DE LA STRATÉGIE

La stratégie d'urgence de relance socio-économique est construite autour de cet impératif de requalification accélérée et à court-terme de la main-d'œuvre pour servir, immédiatement après chaque cycle de formation maximale de six mois, dans le cadre des investissements public-privés de relance de la production agricole et de réhabilitation urgente des infrastructures socio-économiques et administratives essentielles à travers le pays. Mais la stratégie est surtout construite de manière à générer des impacts multiples et visibles immédiatement sur différents plans tout au long de sa mise en œuvre, à savoir :

- Réduction du chômage;
- Soulagement de la pauvreté de masse et ses effets;
- Relance de la production agro-alimentaire;
- Réhabilitation des infrastructures socio-économiques et administratives essentielles;
- Croissance économique;
- Promotion de la sécurité publique, discipline et éthique;
- Début de réforme de l'administration publique;
- Début de réforme du système éducatif.

Ces impacts multisectoriels sont synthétisés ci-après :

Impacts multisectoriels de la stratégie d'urgence de relance socio-économique



Dans cette perspective, la stratégie consiste à ce que la formation/requalification professionnelle se fasse contre paiement d'un montant d'argent aux apprenants au titre de revenu de remplacement. De cette façon, cette stratégie impactera différents secteurs de la vie nationale parallèlement à son exécution. Les résultats cumulés de cette stratégie au bout de 30 mois après son début, en termes notamment de la masse de main-d'œuvre (re)qualifiée, de soulagement de la pauvreté de masse et ses effets multiformes (malnutrition, santé précaire, stress et anxiété, ...), de réduction des effectifs du personnel dans l'administration publique ainsi que des élèves/étudiants dans le système éducatif, de réformes des structures administratives, etc.; offriront au pays le socle pour la mise en œuvre par les autorités et le secteur privé de véritables stratégies de développement national à la fin de la troisième année du mandat.

Au terme de chaque cycle de formation/requalification professionnelle, tous les finissants des cohortes successives seront directement intégrés dans des emplois divers (comme employés-proprétaires) dans le cadre des investissements économiques en création des petites et moyennes entreprises (PME) agro-alimentaires et de génie civil en partenariat public-privé ainsi que des investissements dans la réhabilitation des infrastructures socio-économiques essentielles. Pour la période cible de 30 mois de mise en œuvre de la stratégie, le nombre total projetée des personnes formées ou requalifiées professionnellement est de 1 million d'individus sur 24 mois, soit 250.000 en moyenne pour chacune des 4 cohortes de six mois de formation. Les premiers six mois seront consacrés à la formation-recyclage des formateurs et du personnel de gestion de la stratégie (programme) d'urgence par des consultants nationaux et internationaux. Il va sans dire que le système de formation/recyclage professionnel ainsi mis en place ne devrait pas s'arrêter après ces quatre cohortes. Au contraire, il s'agira d'en faire, moyennant des ajustements requis pour quitter la procédure d'urgence, une composante permanente du système éducatif national qui permettra de réduire la pression sur les écoles et universités classiques.

Ainsi, la stratégie de formation/requalification de la main-d'œuvre fait partie intégrante d'une stratégie de court terme dans laquelle des investissements dans les travaux de réhabilitation des infrastructures essentielles urgentes et la création de petites et

moyennes entreprises agro-alimentaires et de génie civil en partenariat public-privé (PPP) auront déjà été planifiés afin de mettre directement à l'emploi les personnes formées ou requalifiées. En même temps, elle participe d'une stratégie de moyen et long terme qui impliquera des investissements majeurs publics et privés dans des grands travaux d'infrastructures durables, la création de moyennes et grandes entreprises de toutes sortes, la modernisation des services sociaux et des administrations publiques, qui marqueront le démarrage et, ensuite, le décollage du pays vers son développement intégral.

Toutefois, même si tel n'était pas le cas, non seulement le pays disposera, au terme de cette stratégie d'urgence, d'une main-d'œuvre prête à l'emploi lorsque les opportunités se présenteront, mais aussi et surtout, les personnes formées pourront s'auto-employer entretemps grâce à leurs aptitudes/compétences renforcées, à leurs épargnes (sur les revenus reçus durant leurs formations), à l'accès au crédit bancaire facilité par l'État, au nouvel environnement économique caractérisée par la stimulation de la demande intérieure de toute sorte (qui crée des opportunités de petits investissements pour y répondre).

IV. COMPOSANTES DE LA STRATÉGIE D'URGENCE DE RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE

La stratégie d'urgence de relance socio-économique a deux composantes :

1. La formation/requalification professionnelle (amélioration de l'employabilité);
2. Les investissements économiques, en infrastructures et en réformes institutionnelles.

IV.1. FORMATION/REQUALIFICATION PROFESSIONNELLE

La reconstruction socio-économique et institutionnelle de la RDC va exiger une grande masse de main-d'œuvre qui demande à être formée pour acquérir des compétences et aptitudes professionnelles à cet effet. Il en est de même pour réaliser la réhabilitation des

administrations publiques et le relèvement du système éducatif qui requièrent la requalification de leurs personnels respectifs.

Deux principes caractérisent la stratégie de formation/requalification professionnelle afin d'y attirer massivement les congolais : la gratuité des formations et le paiement aux apprenants d'un revenu de remplacement. L'objectif de la stratégie est de voir jusqu'à 1.000.000 des congolais passer, par cohortes successives, dans ces formations sur une période de 24 mois (4 cohortes de six mois chacune)

1. Gratuité des formations

La formation/requalification professionnelle doit être considérée comme étant d'intérêt public vu son importance dans la stratégie de reconstruction nationale. Par ailleurs, la grande pauvreté dans laquelle vivent les populations congolaises enlève toute prétention de faire payer les formations s'il faut viser l'accès à celles-ci par la grande majorité. Il découle de ces considérations que la gratuité des formations au bénéfice de tous les participants s'impose dans cette stratégie.

2. Paiement aux apprenants d'un revenu (de remplacement)

Dans le prolongement des raisons évoquées ci-haut et afin de soustraire les apprenants des soucis du quotidien qui les empêcheraient de s'investir dans leurs formations, il s'impose également de leur procurer un revenu de remplacement pendant la durée de celles-ci.

Cependant, il y a encore deux raisons plus importantes pour procéder à ce paiement. La première consiste à réduire le chômage en attirant vers les formations massivement des personnes sans emplois. La seconde, et la plus importante, concerne la recherche d'impacts immédiats sur la réduction de la pauvreté de masse et sur l'activité économique (croissance économique tirée par l'augmentation de la demande intérieure et l'impact de cette dernière sur les productions locales -notamment des produits vivriers et des services courants-). Vu la grande misère généralisée au sein des populations congolaises, l'urgence est de leur distribuer des revenus pour rapidement produire ces impacts.

En même temps, des mesures réglementaires de gestion de l'économie devront être mises en place pour juguler l'inflation et réduire le coût de la vie souvent gonflé artificiellement en RDC, particulièrement en milieux urbains.

Le revenu donné aux apprenants sous forme de prêt à rembourser progressivement sur leurs salaires gagnés après la formation, d'un montant mensuel identique à tous les apprenants de 150 \$US, pourrait être payé à la fin de chaque mois avec comme conditions l'assiduité et la réussite des épreuves du mois concerné.

Les programmes de formation/requalification professionnelle devront suivre les priorités des investissements à réaliser par le gouvernement pour la relance socio-économique, la réhabilitation des infrastructures essentielles et les réformes institutionnelles. Dans cette perspective, les formations prioritaires seraient les suivantes :

- En relation avec la relance de la production agro-alimentaire :
 - Agriculture (agronomie de base)
 - Élevage (vétérinaire de base)
 - Outillages et machineries agricoles
 - Etc.

- En relation avec la réhabilitation des infrastructures essentielles :
 - Maçonnerie
 - Menuiserie
 - Électricité rurale
 - Mécanique générale
 - Ponts et chaussées
 - Etc.

- En relation avec la réforme de l'administration publique et du système éducatif :
 - Processus des services publics de qualité
 - Pédagogie de l'enseignement (selon les niveaux : primaire, secondaire, supérieur)

Au-delà de ces concentrations spécifiques, tous les apprenants devront faire des entraînements à la discipline d'ordre militaire (physique et mentale) et seront initiés à la réflexion éthique dans l'optique d'améliorer la qualité d'homme de chacun d'eux.

IV.2. LES INVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUES, EN INFRASTRUCTURES ET EN RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Les investissements en création des PME de l'agro-alimentaire et du (petit) génie civil, en réhabilitation des infrastructures socio-économiques essentielles et en restructuration minimale de l'appareil administratif de l'État et du système éducatif national constituent la seconde composante de la stratégie d'urgence de relance socio-économique après les élections fondée sur le pilier de la formation/requalification professionnelle de la main-d'œuvre.

1. La création des PME

La création d'environ 30.000 PME coopératives, avec un capital moyen de 50.000 USD chacune (des modulations du capital de départ sont possibles pour augmenter le nombre des PME créées), par des groupes de finissants des formations organisées (en qualité de propriétaires-travailleurs) et le gouvernement (fournisseur de capital) en partenariat public-privé (PPP) constitue un dispositif majeur de la présente stratégie. En plus de l'apport des capitaux dans les PME, l'État créera un fond de 400 millions USD de garantie de facilité des crédits à celles-ci.

Les secteurs clés à privilégier pour la création des PME comprennent l'agriculture (agro-alimentaire) et le petit génie civil, dans les milieux ruraux et péri-urbains. Ces PME coopératives créeront des millions d'autres emplois pour les congolais, au-delà des propriétaires-travailleurs.

2. La réhabilitation des infrastructures socio-économiques essentielles

Des infrastructures essentielles qui supportent les activités économiques dans les milieux ruraux et péri-urbains telles que les routes de dessertes agricoles, l'électricité rurale, les banques de proximité, ... seront réhabilitées en urgence pour permettre aux PME créées

et d'autres opérateurs économiques existants de se déployer partout sur le territoire national. Ces infrastructures économiques seront privilégiées plus que celles à caractère social (écoles, hôpitaux, ...) qui attendront d'être construites durablement sous le régime de grands travaux qui succédera à la stratégie d'urgence. Les investissements sociaux durant la présente période seront focalisés sur l'amélioration de l'accès des populations aux services principalement de santé et d'éducation.

3. La restructuration minimale l'appareil administratif de l'État du système éducatif national.

Les effectifs pléthoriques du personnel dans les administrations publiques congolaises, dont les services aux citoyens n'existent aujourd'hui que de nom dans la plupart de cas, constituent un problème à résoudre rapidement. Il en est également du nombre important d'élèves et étudiants dans le système éducatif, dont un nombre non-négligeable n'y est pas à sa place considérant certains critères tels que l'âge, la persévérance, l'échec scolaire, ...

Le processus de formation/requalification professionnelle devra récupérer une partie de ces effectifs pléthoriques dans les administrations publiques et le système éducatif en leur offrant l'opportunité de se reconvertir dans d'autres métiers comme travailleurs-proprétaires des PME coopératives. Ainsi, avec le départ des fonctionnaires, certains services publics sans réel apport aux citoyens seront supprimés et d'autres seront fusionnés.

V. COÛT ET FINANCEMENT DE LA STRATÉGIE

Le coût total de la stratégie est de **5 milliards USD** sur 30 mois, soit 2 milliards USD par période de 12 mois (1 année). Sur ce total, **2,8 milliards USD** sont récupérables. Ceci comprend **900 millions USD** de prêts donnés à 1.000.000 d'apprenants pendant leurs formations (900\$/personne/6 mois) qui seront retenus de leurs salaires futurs. Il y a aussi **1,5 milliards USD** investis dans la création de petites et moyennes entreprises (PME) en partenariat public-privé (PPP) avec les finissants de chaque cohorte de formation. L'État va récupérer cette somme à travers le rachat progressif par ceux-ci grâce à leurs salaires

de ses mises de fond de départ (en moyenne 50.000 USD par PME) pour devenir des travailleurs-proprétaires de ces PME-coopératives. Enfin, il y a **400 millions USD** de garantie par l'État des prêts aux start-up (PME) créés.

À terme, le coût réel de la stratégie sera donc de **2,2 milliards USD** qui ne seront pas récupérés par l'État en termes d'argent investi, mais en termes de réalisations pour planter les bases de la reconstruction socio-économique et institutionnelle durable du pays, à travers l'amélioration de l'employabilité d'environ 1.000.000 de personnes au coût total de 1,1 milliards USD (soit 1.100 USD par personne) ainsi que la réhabilitation des infrastructures socio-économiques et administratives et la restructuration minimale de l'administration publique et du système éducatif pour un coût total de 1,1 milliards USD également.

Ci-dessous un récapitulatif de la ventilation des 5 milliards USD du coût de la stratégie d'urgence de relance socio-économique :

- Investissements en création des PME : **1,5 milliards USD**
- Transfert direct de revenu (prêt-bourse et salaire) : **1,35 milliards USD**
- Formations professionnelles : **650 millions USD**
- Réhabilitation des infrastructures socio-économiques : **600 millions USD**
- Réhabilitation des infrastructures et dégraissage de l'administration publique: : **400 millions USD**
- Fonds publics de garantie des prêts aux start-up (PME) : **400 millions USD**
- Reconstruction des infrastructures bancaires de proximité : **100 millions USD**

La capacité de l'État congolais à financer la stratégie est appréhendée en considérant le budget du pays de 2023. Ce budget est d'environ **16 milliards USD**. Ainsi, le coût total de la stratégie de 5 milliards USD s'étalant sur 30 mois, le coût annualisé (12 mois) est de **2 milliards USD**, soit 12,5% du budget national annuel qui sera consacré aux investissements multisectoriels à travers la présente stratégie. Il s'ensuit que l'État congolais dispose d'une capacité suffisante de financer seul cette stratégie. Ce dernier pourrait également recourir à l'aide au développement multiforme (bilatérale et multilatérale) dont les fonds recherchent les différents types d'impacts relevés ci-haut

(lutte contre la pauvreté, DDRSC, formation professionnelle, réduction des fonctionnaires publics, relèvement socio-économique des communautés, etc.).

VI. CONCLUSION

Le présent document synthétise les grandes lignes de la stratégie d'urgence de relance socio-économique après les élections de 2023. Les détails de la mise en œuvre font l'objet d'un autre document.

Néanmoins, le tableau (schéma) relatant en une page les impacts multisectoriels de cette stratégie indique sa portée et les espoirs qu'elle pourrait apporter aux populations congolaises si elle venait à être exécutée. Ce schéma pourrait servir d'outil précieux aux acteurs politiques qui vont s'engager à œuvrer pour le renouvellement de la classe politique congolaise pour convaincre les électeurs à leur accorder leurs votes aux élections à venir.